



La Commune



Un nouveau parti de gauche ?

Publié le mardi 11 novembre 2008



Éditorial

Qui donc paie la crise économique, sinon les salariés et leurs familles ? Licenciements, suppressions d'emplois, fermetures d'entreprises et délocalisations, la liste est longue.

Citons parmi les suppressions d'emploi annoncées : 4900 à Renault, 1090 à Peugeot, plus de 600 chez le patron de l'intérim Addeco, 927 à Sanofi-Aventis, 850 à Natixis, presque 1000 à la Camif autant dire la quasi-totalité des employés, 670 à la Redoute, 334 à Thomson, 4500 à la Caisse d'épargne sur tout le réseau national, 775 à SFR, menace de fermeture totale de l'usine Ford de Blanquefort près de Bordeaux (1200 salariés), 340 chez Alice, l'opérateur de téléphonie, 580 à Hewlett-Packard, 1060 chez Altadis à Metz et Strasbourg...


Tout cela signifie en aval la mort des sous-traitants et filiales, l'arrêt de l'embauche des intérimaires et stagiaires, l'agonie économique de régions entières.

Ainsi, directement ou indirectement, la faillite de ce système condamne la population ouvrière et travailleuse à la misère. Et encore n'en sommes-nous qu'au début. Il est donc temps qu'un parti ouvrier digne de ce nom voie le jour.

C'est dans ce contexte qu'il faut regarder, avec en toile de fond la décomposition du PS et du PCF, les différentes propositions dans le paysage de la gauche française. Et d'abord, celle de Mélenchon qui vient de claquer la porte du PS à la veille de son congrès et qui appelle à créer un " *nouveau parti de gauche* "

C'est dans les vieux pots qu'on fait les mauvais ragoûts, dirons-nous en la circonstance. Voilà un homme à qui il aura fallu 33 ans pour s'apercevoir que le PS n'est pas un outil pour les travailleurs, qui a trempé dans toutes les combines de couloirs et qui au précédent congrès du PS au Mans avait rallié la " synthèse " majoritaire pour continuer à préserver son strapontin de sénateur et qui veut nous faire croire qu'il veut construire quelque chose de propre ? Après tout, peut-être nous avons la dent trop dure envers ce transfuge du trotskysme.

Regardons alors de plus près, avec le moins d'apriori possibles, sa récente contribution, quelques jours avant sa démission, à la motion C dite de la " gauche " du PS. Absence de toute référence au combat contre la précarité et pour les statuts ; pas un mot sur les sans-papiers ; aucune condamnation de l'économie de marché.

Mieux, il se prononce pour une " *planification écologique* " qui permettrait de " *donner du sens concret au système de l'économie mixte auquel se réfère désormais la déclaration de principes du PS* " et sera " *un levier pour la mise en place de l'économie mixte* ". Rien de moins. Mélenchon appelle donc à un " *nouveau parti de gauche* " pour lutter pour cette sornette réactionnaire de " l'économie mixte " à laquelle il ne croit pas lui-même. Soyons plus simples : Mélenchon n'a plus d'espace au PS, sa petite écuelle étant piquée par Hamon, Filoche et consorts et tente de s'en créer un nouveau hors du PS. Quitte à faire concurrence au futur Nouveau Parti Anticapitaliste et tenter de lui faire obstacle en chassant sur ses terres. 

Nous publions dans ce journal l'intégralité (version au 17 octobre) des principes fondateurs du NPA. Quelles que soient nos divergences, et elles existent, ô combien, nous constatons qu'il est le seul à proposer d'ouvrir largement les portes du combat anticapitaliste.

Besancenot a déclaré que le NPA refusera, au contraire du PS et d'autres, d' " attendre 2012 " pour chasser Sarkozy. Pour nous, cela fait déjà la différence avec Mélenchon. Le NPA est-il la solution ? Il faut voir, sans précipitation mais sans préjugés, à la lumière des textes et des faits.